

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(95)/ST/14

30 janvier 1996

(96-0298)

CONSEIL GENERAL
13 et 15 décembre 1995

Original: anglais

EGYPTE

Déclaration de S.E. M. Mounir Zahran
Ambassadeur, Représentant permanent

Mardi, nous avons tourné une page dans l'histoire des relations multilatérales en mettant fin au GATT de 1947 à l'occasion de la 51ème et dernière session des PARTIES CONTRACTANTES. Aujourd'hui, nous célébrons le premier anniversaire de l'OMC. Je voudrais, au nom de ma délégation, vous féliciter de la façon remarquable dont vous avez dirigé nos travaux au Conseil général et remercier tous les Présidents des autres organes de l'OMC pour leurs contributions et leurs rapports. J'aimerais aussi rendre un hommage en particulier au Directeur général pour les rapports complets qu'il nous a présentés.

Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt les différentes activités des Conseils et Comités de l'OMC. Nous avons déclaré à diverses reprises que, pour maintenir l'efficacité et la crédibilité du nouveau système commercial multilatéral, il était impératif que nous mettions tous en oeuvre, fidèlement et rigoureusement, en respectant la lettre et l'esprit, les engagements découlant des Accords du Cycle d'Uruguay. Cela vaut en particulier pour l'engagement pris de tout faire pour permettre aux pays les moins avancés, dont la majorité se trouve en Afrique, de tirer parti des avantages qu'offre l'exportation et pour la mise en oeuvre de la Décision ministérielle sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Malgré les avantages pouvant résulter des Accords du Cycle d'Uruguay, les défis et les difficultés auxquels est confronté le continent africain sont largement reconnus et il n'est pas nécessaire de les exposer à nouveau, surtout en ce qui concerne le renchérissement prévisible des prix des denrées alimentaires, l'incidence de l'Accord sur les ADPIC et l'érosion des préférences dans le cadre du SGP. Cela est aggravé par la situation économique que connaissent actuellement les pays africains. Nous estimons que tout doit être fait pour intégrer ces pays dans le système commercial mondial. Avec ses abondantes ressources humaines et naturelles, le continent africain a la possibilité de devenir un partenaire actif au sein du système commercial international. Il va sans dire que la prospérité des pays africains est absolument vitale pour le maintien de la prospérité mondiale et pour le système commercial multilatéral. Nous sommes sûrs que l'OMC a la capacité de fournir une assistance aux pays africains et nous lui confions une lourde responsabilité. Nous saluons donc l'initiative que le Directeur général a prise à cet égard en collaboration avec le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur exécutif du CCI.

Bien évidemment, nous ne porterons pas un jugement sur l'assistance fournie par l'OMC à l'Afrique au vu des activités menées au cours de la première année d'existence de l'Organisation; toutefois, nous avons quelques remarques à formuler. L'OMC ne devrait pas accorder une assistance aux pays africains uniquement pour la mise en oeuvre des engagements découlant des Accords du Cycle d'Uruguay. Son aide devrait également porter sur le renforcement des capacités et sur la manière de tirer profit des dispositions en matière d'assistance technique contenues dans les différents Accords.

./.

L'OMC a aussi un rôle important à jouer pour ce qui est de l'accèsion de nouveaux pays africains à l'OMC, ainsi que par sa contribution à la mise en oeuvre du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (NADAF) qui a été examiné au niveau des hauts fonctionnaires à la dernière session que le Conseil économique et social a tenue à Genève en juin/juillet.

Il ne faudrait pas que les pays africains qui ont des arriérés de contributions vis-à-vis du GATT ou de l'OMC se voient refuser une assistance. Cela témoignerait de la volonté de la communauté internationale d'aider les pays africains à tirer pleinement parti de leur statut de Membre de l'Organisation. Ces pays se heurtent à des difficultés financières qui les empêchent de régler leurs contributions non seulement à l'OMC mais aussi à d'autres organisations multilatérales. Nous devrions donc éviter de faire de l'OMC une institution à deux ou trois vitesses.

Avant de conclure, je voudrais faire trois remarques:

Premièrement, comme l'OMC offre seulement un cadre pour le développement économique, nous devons, afin d'en tirer le maximum d'avantages, garantir le bon fonctionnement du mécanisme de règlement des différends, qui ne laisse pas de place aux actions unilatérales ni aux mesures de protection qui faussent les échanges. A cet égard, nous nous félicitons de la création de l'Organe d'appel, qui constitue une mesure importante pour assurer la fiabilité, la crédibilité et l'intégrité du système de règlement des différends de l'OMC.

Deuxièmement, nous notons également avec satisfaction l'initiative prise par le Directeur général pour renforcer la coopération entre l'OMC et la CNUCED d'une part, et entre l'OMC et l'OMPI d'autre part. Nous considérons que c'est là le meilleur moyen d'améliorer la coordination, d'éviter les chevauchements et d'assurer la complémentarité entre ces institutions, en particulier quand il s'agit de fournir une assistance technique aux pays en développement, et de rationaliser et de simplifier au maximum toutes les capacités utilisables à cette fin.

Troisièmement, si nous sommes satisfaits de la coopération en cours entre l'OMC et les Nations Unies, nous encourageons le Directeur général à faire tout ce qu'il faut pour établir une base de coopération équilibrée avec les institutions de Bretton Woods. Toutefois, un minimum de prudence s'impose car cette question s'est avérée très complexe et sujette à controverse lorsque des consultations informelles ont été menées à cet égard par M. l'Ambassadeur Rossier. La coopération ne devrait pas porter atteinte au mandat de l'OMC ni à la souveraineté des Membres de l'OMC, en particulier ceux qui sont engagés dans des programmes d'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods. Je voudrais me référer au paragraphe 46 du rapport du Directeur général et insister sur le fait que le programme de travail entre les trois institutions devrait être approuvé par consensus à l'OMC.

Enfin, je souhaiterais réaffirmer la nécessité de prévoir une certaine souplesse dans le programme des réunions des organes de l'OMC et de tenir compte du calendrier des réunions des autres organisations intergouvernementales à Genève, telles que la CNUCED, le CCI et l'OMPI, afin de permettre aux petites délégations de participer efficacement aux différentes réunions.

Nous comptons sur des travaux préparatoires sérieux pour assurer le succès de la Conférence ministérielle de Singapour en décembre 1996, qui tiennent compte de la nécessité de garantir un traitement équitable à tous les Membres et ne lèsent pas les intérêts des pays en développement. En outre, nous partageons l'avis du Directeur général, qui a souligné dans sa déclaration que la Conférence ministérielle devait avant tout servir à faire le bilan des deux premières années d'activité de l'OMC et rappelé aux Membres qu'elle n'était qu'une étape dans un processus continu.